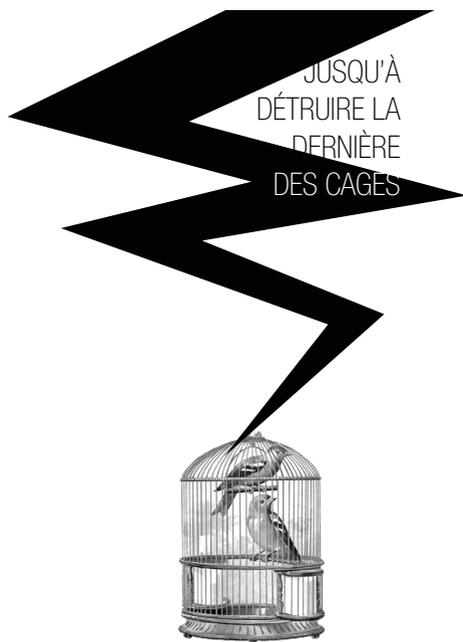




EN ARMANT NOTRE CHEMIN,
SANS TRANSIGER, NI NEGOCIER
MAIN OUVERTE POUR LE
COMPAGNON, POING
SERRE CONTRE
L'ENNEMI

ECRITS EN SOLIDARITÉ ET COMMUNIQUÉS
MONICA CABALLERO ET FRANCISCO SOLAR



Écrits en solidarité et communiqués
Mónica Caballero et Francisco Solar

Cette brochure est publiée à la suite de celle intitulée *Jusqu'à détruire la dernière des cages*, publiée aux alentours de mars 2014, toujours disponible en papier, et consultable sur internet sur divers sites anarchistes.

APPEL À LA SOLIDARITÉ INSURRECTIONNELLE AVEC LES COMPAGNONS ANARCHISTES MONICA CABALLERO ET FRANCISCO SOLAR

Les prochains 8, 9 et 10 mars 2016 les compagnon-ne-s anarchistes Monica et Francisco se confrontent à leur procès de l'audience nationale de Madrid.

Depuis Barcelone nous faisons un appel à la solidarité et à l'action anarchiste, un appel à briser l'inaction, l'attente et la passivité.

L'appel ne se limite pas à une semaine spécifique mais commence aujourd'hui et se prolonge jusqu'à la fin du jugement.

Ni la distance ni les frontières imposées n'ont été un frein aux diverses preuves de solidarité avec les compagnon-ne-s Monica et Francisco.

Que ce soit en divers endroit du monde et que ce soit avec des bombes, du feu et des émeutes, de multiples individus et groupes insurgés ont fait de la solidarité avec les prisonnier(e)s anarchistes une pratique de confrontation envers l'Etat et ses sbires.

Solidarisons nous avec les compagnon-ne-s Monica et Francisco, que la solidarité soit plus qu'une parole écrite.

QUE LA SOLIDARITÉ SOIT PLUS QUE DES MOTS

Les 8, 9 et 10 mars, les compagnons Mónica Caballero et Francisco Solar seront confrontés à une réquisition du procureur de 44 années de prison qui les accuse d' «*appartenance à une organisation terroriste, massacre et conspiration*», en se référant au “*comando insurreccional Mateo Morral-G.A.C.-F.A.I.-F.R.I.*” à travers lequel il prétend créer à son image et ressemblance une organisation terroriste anarchiste qui opérerait au niveau international.

Depuis plus de 2 ans [les deux compagnons] sont privés de liberté de manière «préventive» et se trouvent placés en isolement, avec toutes les restrictions que cela comporte. Les compagnons se sont montrés forts et fermes sur leurs idées et sont restés en contact avec l'extérieur avec des textes et communiqués pour participer à différents événements et journées de discussion organisées à différents endroits de la planète.

A présent, les compagnons sont confrontés à un procès qui pourra déterminer le futur des inculpés lors des opérations policières successives, et par conséquent, du mouvement anarchiste.

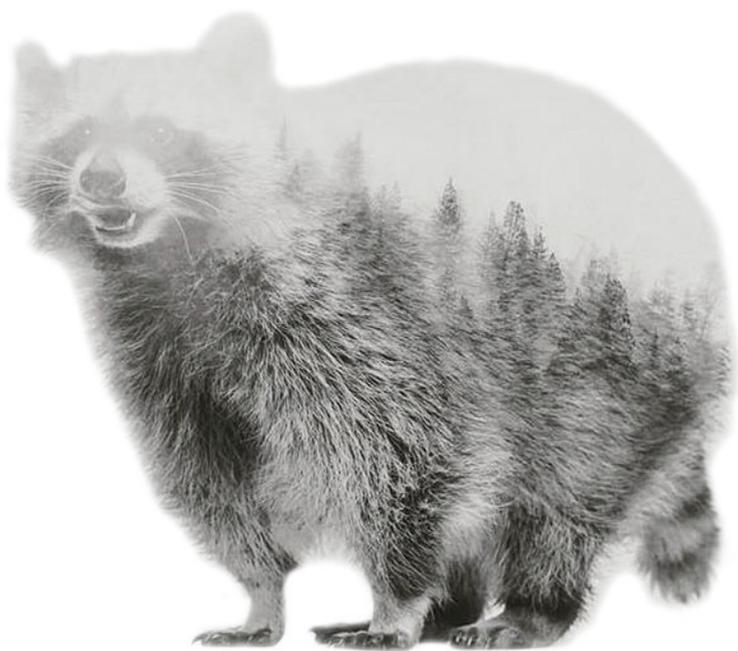
C'est pour cela que nous pensons qu'en

ce moment il est particulièrement important de se solidariser avec Mónica et Francisco, mais pas seulement pour cela, mais aussi parce que c'est le moment de montrer avec plus de force que jamais, que les idées anarchistes (celles qu'ils prétendent juger et celles qu'ils sont enfermées et dénoncées) resteront tant qu'il y aura des personnes qui ne renoncent pas à abandonner ce combat quotidien.

Parce que de l'action de chaque compagnon dépend le futur de notre lutte.

Solidarité avec les compagnons Mónica et Francisco, avec tous les accusés des opérations anti-terroristes [successives] et avec tous les prisonniers en lutte contre l'Etat.

Mort à l'Etat et vive l'anarchie.



LETTRE DE MÓNICA ET FRANCISCO SUITE À LA SEMAINE DE SOLIDARITÉ AVEC EUX

Nous sommes de nouveau là, avec ces murs de béton et ces barreaux, entre caméras et matons. Nous sommes de nouveau là, sans baisser la tête et fier-e-s de ce que nous sommes. Fier-e-s de faire partie de la tempête imprévisible qui cherche à mettre un terme à toute lueur de Pouvoir qui jette le masque une fois de plus et se laisse voir tel qu'il est, dans sa brutalité et aussi, disons-le, dans sa faiblesse. Dans ce cas particulier, la collaboration entre l'État chilien et espagnol, pour réussir à nous enfermer, prouve à quel point ils peuvent être coordonnés pour faire face à ce qu'ils perçoivent comme une menace. Mais l'importance que nous attribuons ces messieurs du Pouvoir nous montre autre chose que sa fragilité. Leurs discours de sécurité incohérents sont le voile qui couvre la peur de savoir qu'un concours de circonstances peut déchaîner la pagaille générale. Leurs coups et bâillons ne font que nous convaincre d'affûter nos idées et nos vies pour être prêts pour l'affrontement permanent.

Nous saluons d'une grande accolade toutes les expressions de soutien, c'est une poussée qui fragilise les barreaux.

Nous comprenons la solidarité comme la mise en pratique constante de nos idées anarchistes, sous toutes ses formes, qui font comprendre à l'ennemi que rien ne s'arrête ici, que tout continue dans la prison ou la rue. Où que l'on soit : pas une minute de silence et toute une vie de combat. Tout particulièrement l'énorme preuve de solidarité de compagnons qui ont utilisé leurs corps comme arme en menant une grève de la faim.

Nous saluons ceux/celles qui continuent de tisser des complicités, ceux/celles qui s'aventurent dans l'inconnu, ceux/celles qui sont motivés par l'incertitude, ceux/celles qui s'entêtent pour l'anarchie. À eux/elles tous, notre respect et affection.

Nous avons reçu avec beaucoup de tristesse la nouvelle de la mort de Sebastián, mais en même temps sa vie cohérente avec ses idées nous remplit de joie : un véritable guerrier. Nous aimerions être avec les compagnon-ne-s qui le pleurent, mais ce n'est que d'ici que nous vous envoyons beaucoup de force et un "on se verra bientôt".

Mónica Caballero
Francisco Solar

AMOUR DIVIN ET AMOUR ANARCHISTE

« *L'amour vrai, réel, expression d'une nécessité mutuelle et égale, ne peut exister qu'entre égaux* »

Bakounine

Séville. Fin de l'année 2013 [Ndt : en réalité le 5 janvier 2014]. Des inconnus attaquent une église par le feu. Personne ne revendique rien ; cela n'est pas nécessaire. A Séville, comme dans le reste de l'Andalousie, l'Eglise (avec une majuscule, l'Institution) possède une grande tradition de complicité avec le système des caciques et la bourgeoisie locale pour ce qui est de réprimer les pauvres - et pas seulement spirituellement. Chacun peut comprendre le (ou les) motivations d'une telle action. La presse montre les images du temple. Timidement, sur un des murs de l'édifice, on peut lire un tag faisant clairement allusion à des prisonniers anarchistes.

Ces derniers mois, les attaques contre cette institution, les tags et autres actes de "vandalisme" se sont multipliés. Croyaient-ils que le rôle de l'Eglise dans la législation contre l'avortement passerait inaperçu ? Mónica et Francisco, deux anarchistes chiliens qui vivaient à Barcelone, ont été arrêtés et se trouvent actuellement en prison, sous le coup de la loi antiterroriste, accusés d'avoir, selon la police, attaqué une église, la *Basilica del Pilar*, à Saragosse, de conspirer en vue

attaquer la cathédrale de Montserrat (Barcelone), et d'appartenir en outre à une supposée organisation terroriste qui n'existe que dans la tête des flics et du juge Eloy Velasco. Tout en ne reconnaissant pas les accusations et en ne revendiquant pas les faits qui leurs sont reprochés, ils s'affirment en même temps anarchistes et ont souligné dans leurs lettres leur position d'affrontement contre ce monde de merde ; et comme le disait un vieux poète, celui qui fait cela, celui qui affirme une position réfractaire "est déjà jugé, les couteaux sont affûtés et les hyènes rient". Le plus grossier dans leur arrestation (avec trois autres compagnons libérés mais sous le coup des mêmes accusations), c'est la complicité et l'alliance manifeste entre la presse, la police et l'Etat, ou plutôt LES Etats. En effet, l'Etat chilien a joué un rôle clair dans tout cela. Quel est l'intérêt de l'Etat chilien ? Mónica et Francisco viennent d'être acquittés dans l'affaire que l'Etat chilien a menée plus de deux ans durant contre plus d'une douzaine d'anarchistes et d'antiautoritaires, affaire connue sous le nom de "*Caso bombas*". Cette histoire a fini par démontrer d'elle-

même qu'elle n'était qu'un bricolage mal ficelé et a placé le parquet, et la justice chilienne en général, dans une position délicate dont elle pourra difficilement sortir. Mais l'Etat ne pardonne pas.

“Et soudain, sortent des bouches ces bruits, de fausses tonalités avec des mouvements de mandibules, tous les autres gardent le silence” continue le vieux poète. Contre la propagande de l'Etat et ce qu'il appelle l'«opinion publique» (c'est-à-dire la répétition jusqu'à satiété de SES propres messages, faisant croire que ce sont des messages généraux), on ne peut guère que rire. Et agir.

Une fille est arrêtée pour avoir fait des tags contre la loi sur l'avortement sur la façade de la même église à Séville. La police, comme dans un de ses plus minables manuels, croit tenir la “coupable” de l'incendie survenu quelques mois auparavant. Absurde. Ridicule. Selon leurs théories, *“on revient toujours sur les lieux du crime”*. Selon nous, *“vous êtes vraiment des cons”*. Cette accusation n'ira certainement pas plus loin qu'une amende pour tags, mais la fantaisie policière nous met face à quelque chose que nous n'avions peut-être pas tous remarqué : pendant que certains, comme nous, luttent contre les lois qui cherchent à nous rendre toujours plus dépendants de l'Etat et de sa divinité, toujours plus soumis et adaptés au rôle que Dieu (et le patriarcat) nous assigne, des compagnons sont emprisonnés et accusés d'attaquer les institutions

répressives.

Pendant ce temps, l'Eglise nous parle d'amour. Tandis qu'elle condamne à mort des milliers de femmes chaque année, tant d'autres à la misère, à la prison (avorter est puni par de dures condamnations dans de nombreux pays, pour celles qui survivent à un avortement dans des conditions terribles), elle nous parle d'amour. L'amour dont nous parle l'Eglise est l'amour soumis, l'amour de l'opprimé envers son maître, celui de l'esclave qui attend de son supérieur (Dieu, le patron, le père, le mari, l'Etat) qu'il lui concède la vie ou la mort.

Quand à nous, nous parlons d'un autre amour. De l'amour pour nos compagnon-ne-s, pour celles et ceux qui luttent, qui résistent, qui ne baissent pas la tête. Un amour complice, par delà leurs grilles, leurs accusations, leurs lois, leurs menaces et leurs châtiments. L'amour envers celles et ceux qui cherchent la liberté. L'amour de la liberté elle-même, même si nous n'avons ni même pu l'imaginer.

Contre toute loi qui cherche à s'immiscer dans nos corps, dans nos vies, en particulier celle sur l'avortement mais pas seulement, et contre la loi antiterroriste.

**Solidarité avec Mónica et Francisco.
L'Eglise et l'Etat sont les terroristes.**

Des anarchistes
Barcelone, 19 mars 2014

Odium fidei, sur le rôle de l'Eglise et la nécessité de s'en prendre à elle

Malgré l'influence historique de l'église catholique en Espagne, depuis la Sainte-Inquisition, les croisades et l'expansion coloniale ; malgré le fort endoctrinement que cela a signifié socialement, ou peut-être justement pour tout cela, diverses vagues anticléricales ont secoué la Péninsule à différentes reprises, brûlant temples et couvents.

Au milieu du XIXe siècle, au cours des bullangues [tumultes] de Catalogne, des églises furent attaquées en même temps que d'autres symboles de l'absolutisme royal. Plus tard, lors de la Semaine Tragique en 1909, une orgie de feu et de ferveur athéiste rasa la plupart des bâtiments religieux de Barcelone. Par la suite, une attaque généralisée des institutions ecclésiastiques se déchaîna à Madrid et quelques autres villes comme Malaga, Cádiz ou Alicante, au cours de ce qu'on a appelé plus tard L'incendie de couvents de 1931. Et bien entendu, lors du court été de l'anarchie de 1936, une grande partie des symboles du catholicisme furent de nouveau saccagés et réduits en cendre sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, hormis ces attaques de masse, des actions plus isolées ont continué à se produire jusqu'au jour d'aujourd'hui, que ce soit avec des bombes, par l'incendie ou sous la forme d'attentats contre des membres du clergé. En effet, l'Eglise

et ses temples ont été, sont et resteront un ennemi naturel des anarchistes. Un ennemi qu'on ne peut oublier sur le chemin vers la libération totale. Cet Odium fidei est le fruit de siècles de domination et de répression catholique au cours desquels elle a toujours été du côté du pouvoir, des Etats, des intérêts économiques. Son impact sur l'histoire de l'humanité s'est traduit par une série d'atrocités s'enchaînant les unes après les autres : guerres, invasions, pillages, viols, tortures, assassinats, esclavage, allant de pair avec les idylles la liant aux grands empires, aux monarchies absolues, aux dictatures fascistes ou au capitalisme le plus sauvage, rien ne manque au tableau sous le signe de la foi.

L'acceptation du concept de "péché" établit la ligne de séparation entre ce qui est moralement acceptable et ce qui est reprochable au regard de l'église catholique, privant l'individu de sa propre capacité à penser et décider, et le préparant à accepter une autorité sur sa vie dépassant ses impulsions et ses intérêts propres. L'endoctrinement patriarcal a converti le plaisir en péché et a rendu impures les femmes, qu'il a tenté de maintenir soumises au rôle de mère dévouée et d'épouse soumise, les assujettissant, les réduisant à une fonction de fabricantes de prolétaires à

exploiter (en cela la différence avec le marxisme est assez ténue), les aliénant en grand partie à leur corps, ainsi qu'aux hommes, et justifiant de manière très particulière leur position sociale. Ils se sont aussi permis de condamner et de poursuivre l'homosexualité comme tout ce qui peut s'éloigner de ces rôles bien définis et de cette sexualité normative. Le contrôle de l'éducation à l'obéissance, avec leur main de fer, a permis d'enraciner de force leur morale chrétienne, nous rendant moins confiants et plus dociles, moins autonomes et libres, nous éloignant de notre perspective présente et terrestre, et nous domestiquant pour accepter l'autorité, le pardon et la culpabilité. Encenser le divin, le monde de la foi, aveugle les possibilités qu'offre l'incertitude présente, tout en pathologisant nos vies avec la souffrance, la peur et la résignation.

Comme si ne suffisaient pas toutes ces choses que l'on peut reprocher à l'église -en l'occurrence catholique-, une des plus aberrantes a été sa complicité, quand cela n'a pas été sa participation active, dans l'expansion de divers impérialismes tout au long de l'Histoire et son soutien plus ou moins actif aux génocides et à l'esclavage.

A partir du XV^e siècle, les conquistadores castillans sont allés, au nom de dieu et avec la bénédiction du Pape, en Amérique pour exploiter, conquérir, coloniser et massacrer des milliers de personnes, peuples et tribus. Plus de quarante millions de morts, des dizaines de milliers de viols et un pillage sans précédent de la nature et des richesses

des peuples américains. La blague a coûté cher aux habitants originaires du continent, que le despote du nom de Christophe Colomb aurait découvert selon l'Histoire occidentale. L'Église a joué un rôle de protagoniste dans ce génocide aberrant, dirigeant ce qu'on a appelé les « réductions », toujours au nom de dieu, de la charité et des pauvres, bien sûr. Il s'agissait en réalité de véritables camps de concentration où s'étaient rassemblés les indiens à qui on imposait la foi catholique (évangélisation), la langue castillane, la culture et le mode de vie des conquérants, et tant qu'on y est, où on les obligeait à travailler dans des conditions d'esclavage explicite pour l'Église Catholique et la Couronne de Castille, puissance mondiale à ce moment-là.

Certes, quelques prêtres jésuites ont protesté et dénoncé ces faits, à titre individuel, comme par exemple Bartolomé de las Casas, mais il n'en reste pas moins vrai que ces sacerdotes et leurs ordres religieux n'ont jamais condamné l'esclavage (c'est même sur leur initiative que des noirs africains ont été amenés en Amérique comme esclaves, n'ayant pas le statut de personnes), et leurs disputes se limitaient à la manière dont le pouvoir gérait la "noble" institution fondée par Saint Paul.

Guère plus tard, au XVI^e siècle, la séparation des Églises protestantes de la catholique déclencha des guerres de religion dans tout le centre de l'Europe, les deux Églises cherchant à étendre leur emprise. Elles n'eurent cependant aucun mal à se mettre d'accord pour écraser les révoltes paysannes et prêcher l'obéissance

qu'un serf doit à son seigneur. Ces révoltes écrasées accélérèrent la paix et la coexistence, tendue mais pacifique, des deux credo chrétiens. Le nombre de morts s'est élevé à deux cent mille. A cette époque, la guerre contre l'Islam (et contre l'Empire turc musulman) a aussi connu une certaine recrudescence (après le Moyen-Age où elle recouvrait des motifs politiques et économiques sous prétexte de lutter contre les infidèles auquel ont rapidement adhéré les chrétiens).

L'Eglise avait déjà une longue expérience en impérialisme et en guerres de religion, puisqu'elle avait déjà lancé des milliers de mercenaires dans les croisades, avec la justification de la foi et la motivation du butin, non seulement contre les musulmans du moyen-orient, mais aussi contre d'autres chrétiens de la Baltique, dont le crime était d'appartenir à une autre ethnie et de vivre sur des terres convoitées par la papauté.

Sans nous étendre beaucoup plus, nous pourrions parler de la collaboration de l'Eglise avec les nazis, soutenant l'église catholique allemande et le régime d'Hitler, et le Pape se taisant face au génocide qui ôta la vie à plus de 6 millions de personnes (plus de cinq millions étaient d'origine juive, mais il y avait aussi des gitans et d'autres « non-aryens », ainsi que des musulmans, des communistes, des anarchistes et des personnes d'autres tendances politiques). Plutôt étrange que l'Eglise se soit tue, alors qu'elle n'a jamais su fermer sa gueule quand les politiques d'un Etat ne vont pas dans le sens de consolider son pouvoir. Les Etats ne sont évidemment pas moins responsables que

les Eglises et que le capitalisme de ces incartades si fréquentes tout au long de l'histoire humaine depuis que l'autorité existe sous sa forme institutionnalisée.

Aujourd'hui, même si le clergé a perdu du terrain dans son influence sociale, il continue à maintenir en tant qu'institution son statut de pouvoir, avec ses privilèges exquis, son immense patrimoine et sa fortune incalculable. L'héritage catholique est encore palpable de nos jours dans les codes moraux du citoyen, dans les familles patriarcales, dans la sexualité réprimée, dans l'altruisme caritatif. L'église peut bien geindre et se déguiser en agneau pour se faire passer pour une victime, elle reste de fait l'une des multiples serres de l'oppression et doit donc être traitée en tant que telle. Toute attaque contre cette institution en particulier ne peut qu'être bien reçue [en fonction du pourquoi elle est menée, NdT].

Aujourd'hui comme hier, l'Eglise est un ennemi très réel que nous devons combattre aussi bien physiquement que sous sa forme résiduelle, en détruisant au quotidien toute trace de son dogme si dangereusement intériorisé.

CONTRE LES BERGERS, CONTRE LES TROUPEAUX ...

Celui qui a affirmé qu'on ne peut penser librement à l'ombre d'une chapelle ne s'est pas trompé, expression qui veut souligner le rejet de l'ancien, de ce qui a été construit par la force, le rejet d'un monde d'oppression avec lequel il est impossible de coexister pacifiquement. Et pour

pouvoir commencer à penser réellement, sans les poids morts qui posent par avance de fausses questions, il faut commencer vraiment, ou vraiment continuer à tout questionner par la pratique, avec la capacité de nous révolter, en jouant toujours plus finement, en frappant de mille manières possibles, en brisant... Il y a beaucoup d'exemples d'attaques contre l'Église tout au long de l'histoire. Les GARI, par exemple, le savaient, lorsque dans les années 70, ils incendièrent 13 autobus de pèlerins espagnols à Lourdes [juillet 1974], comme longtemps avant, au début du siècle passé et dans les années 30, des icônes religieuses et même des églises furent détruites ici par le feu de la foule révolutionnaire. Aujourd'hui encore, des gestes rebelles continuent de frapper cette néfaste institution.

Certains ont aussi affirmé en une autre occasion qu'à force de tant penser à préparer la révolution du futur, on finit par trop respecter le présent, ce à quoi nous pourrions ajouter qu'à force de tant insister sur le passé de luttes sans comprendre l'aujourd'hui, on néglige et on méprise le présent qu'on finit par sous-estimer pour être trop pauvre en comparaison. Nous sommes beaucoup d'anarchistes et de rebelles à comprendre le présent comme un présent de lutte, à rejeter l'attente et les remises à plus tard. Sur l'ensemble de la planète, nombreux sont celles et ceux qui refusent d'obéir et se révoltent, y compris dans les "pires conditions", en prenant des risques et en faisant des efforts pour continuer à avancer. La machine démocratique a fait croire à beaucoup que la liberté

existe, dans le cadre de certaines limites imposant le consensus social et le vivre en "paix". Nous sommes beaucoup à savoir que la liberté n'est octroyée par personne, elle existe ou elle n'existe pas. La construction d'un imaginaire qui est basé sur le suivisme ne contribue qu'à renforcer le système. Les "actes de foi" vis à vis des bergers des partis -grands ou petits-, des syndicats, etc. en croyant qu'ils apporteront des solutions "magiques" pour la survie ne font que rendre toujours plus lointains les désirs et les comportements combatifs qui, eux, prétendent détruire complètement la soumission, la délégation, et se mettent en quête de choses vraiment nouvelles qui restent à imaginer. Un credo cherche à s'installer depuis longtemps : la foi inébranlable dans un système dégoûtant et abominable. Les bergers restent les mêmes... ne participons pas au troupeau...

LA SEULE ÉGLISE QUI ILLUMINE... EST CELLE QUI BRÛLE !

Nous n'oublions pas nos compagnons incarcérés par l'État, à tou-tes les rebelles, un salut chaleureux et combatif à Mónica Caballero, Francisco Solar, Gabriel Pombo da Silva, Nikos Maziotis, récemment arrêté par l'État grec après deux ans de clandestinité. En ayant toujours à l'esprit tou-tes les anarchistes, antiautoritaires, et rebelles sous le coup de la répression, nous continuons la lutte !

Salut et Anarchie !

Réflexions autour de l'anarchisme

J'ai tourné et retourné la question de la cohérence et de la consistance de l'anarchisme, pour déterminer ce qui en définitif nous motive à nous déclarer anarchistes et pas autre chose, ce qui nous mène à vivre une vie marquée par les thèmes récurrents de la police, des filatures et la prison, autant de thèmes qui évidemment ne plaisent à personne, mais qui sont toujours présents en ce qu'ils imprègnent notre quotidien. Je pense que dans ce sens, l'antiautoritarisme est central, car c'est, avec la tentative de liberté, ce qui nous différencie politiquement des autres courants politiques et même fait la différence à l'intérieur de l'anarchisme lui-même. En effet, l'antiautoritarisme implique une rupture avec ce tout qui est établi et avec les idées qui le nourrissent, entre autres le paradigme "judéo-chrétien" du progrès enkysté dans la majeure partie de la pensée occidentale, révolutionnaire ou pas. Alors, est-il nécessaire de rompre avec la tradition de pensée judéo-chrétienne ? Évidemment. Si l'anarchisme prétend rompre avec l'ordre établi, il ne peut participer à

la reproduction de l'un des piliers de l'oppression : la pensée sacrée. Il est certain qu'une grande partie du courant anarcat part du postulat que grâce à la révolution sociale on obtiendra un état d'harmonie complète, que par la science on parviendra à la plénitude. Nous trouvons cela dans la plupart de la littérature anarchiste du XIXe et



des débuts du XXe siècle, imprégnée par le siècle des Lumières et par l'apologie de la raison qui en découle. Par conséquent, la pensée sacrée se maintient, n'est pas remise en question, dans la mesure où ne se produit pas de rupture avec ce qui est imposé. L'anarchisme se fait sacré de la même manière que l'est le christianisme.

Certaines positions ne suivent pourtant pas ce jeu, comme par exemple les approches de Bakounine et Stirner. En notant que toute destruction est à la fois création, le premier s'écarte de la pensée du siècle des Lumières et nous ouvre de nouvelles portes. La destruction et la création seraient inséparables, ne constitueraient pas des phases séparées, c'est le fait d'en finir avec l'existant qui ouvrira un large éventail de possibilités marquées par la révolte constante. Pour sa part, Stirner affirme clairement : *“le sacré ne se supprime pas aussi facilement que semblent le croire beaucoup qui continuent à rejeter ce mot impropre. Que ce “sacré” soit d'ailleurs aussi humain qu'on le veuille, qu'il soit l'humain même ne lui enlève en rien son caractère, au mieux le sacré supraterrrestre devient sacré terrestre. Il passe de divin à humain”*.

Le siècle des Lumières remplace cet objet sacré : l'Etat, résultat et expression de la raison, prend la place de Dieu, tout en acquérant les mêmes

caractéristiques, ce qui lui assure une domination absolue. Cette “passation de pouvoirs” reflète la continuité d'une structure de pensée particulière qui se manifeste dans une grande partie des mouvements révolutionnaires d'occident. Le paradigme de l'oppression se reproduit. En ce sens, il devient indispensable de provoquer une fracture avec “le sacré” dans chacune de ses formes, que ce soit la science ou quelque doctrine politique. C'est de cette manière que le questionnement de nous-mêmes comme de notre environnement tente d'éliminer de nos relations toute expression sacrée, qui est en définitive la manifestation de l'autorité.

Nous sommes iconoclastes. Je pense donc que nous devons être conséquents dans cette recherche ; nous ne sommes les sauveurs de rien ni de personne. Si nous affrontons le pouvoir, c'est parce que nous voulons l'éliminer de nos vies, et pas parce que nous espérons que de ses ruines surgisse un paradis. Nous aspirons à la négation totale de tout ce qui est établi et ce que cela nous réserve est une énigme. Voilà ce qui nous motive.

Francisco Solar, depuis la prison de
Villabona (Asturies)
Août 2014

Lettre de Mónica depuis la prison d'Avila

«Aux mains de l'Etat, la force s'appelle "droit", aux mains de l'individu elle se nomme "crime" Crime signifie emploi de sa force par l'individu ; ce n'est que par le crime que l'individu peut détruire la puissance de l'Etat, quand il est d'avis que c'est lui qui est au-dessus de l'Etat et non l'Etat qui est au-dessus de lui.»

Max Stirner

Aujourd'hui, alors qu'il y a presque 10 mois que je suis emprisonnée dans les geôles de l'Etat espagnol, j'éprouve le besoin de vous livrer ces mots, à vous chers/es compagnons/nes en lutte pour la fin de toute autorité et le développement intégral de chaque individu.

Actuellement, l'anarchisme constitue pour de nombreux Etats occidentaux (et certains orientaux) une des majeures préoccupations au niveau de la sécurité ; tous les moyens sont bons dans cette chasse aux antiautoritaires informels, cette hystérie répressive est inhérente à la conquête de la libération totale, elle est aussi ancienne que les idées acrates. Ainsi une visite momentanée ou prolongée dans un des aimables monuments d'extermination humaine attend quiconque tente d'affronter ou simplement de remettre en question l'ordre établi. En ce qui me concerne,

le fait de passer par une de ces cages n'est pas nouveau. Le châtement est une des conséquences du fait de se décider à lutter contre l'existant, cette position va bien au-delà de la vision démocrate d' Innocent/Coupable, qui n'a pas de place pour qui veut détruire ce monde fondé sur les lois, auxquelles je ne crois pas. Je ne reconnais aucun juge, leur droit me transforme en esclave, leur justice me fait prisonnière. A l'intérieur des prisons se manifeste la pire crapulerie de la société. On y broie l'individu jusqu'au plus profond de son être, le chantage et la manipulation de la part des tentacules du Pouvoir se mêlent et se transforment en politique de réinsertion sociale. Face à cette politique, la cohérence est ma victoire, rester intègre et digne le combat quotidien. Dans cette procédure político-jurídico-policière, lancée au départ contre un groupe de compagnon-nes pour se réduire finalement à mon compagnon aimé et moi, les appareils du Pouvoir ont usé des artifices les plus divers, certains frisent le ridicule, mais ceux qui se sont abreuvés de ce Système et tentent de le perpétuer ne comprendront jamais nos formes. Des formes qui brisent la hiérarchie, qui ne reçoivent d'ordres de personne, qui croissent



et se multiplient comme la mauvaise herbe dans leur jardin tranquille et stérile. L'ensemble des idées anarchistes se développent dans la complexité de l'intégrité individuelle, cet individu libre associé avec d'autres individus en finissent avec cette société pourrie. Les formes et les modes, comment les individus s'affrontent à la domination sont multiples et n'ont pas de limites, aucun n'est mieux ni pire, ils sont juste différents. Aucun anarchiste se considérant comme tel ne peut imposer quoi faire à personne et moins encore permettre aucune sorte d'imposition. Sur le chemin de construction-destruction anarchiste, nous ne possédons (et n'en voulons pas non plus) aucun type de manuel ou de feuille de route, nous le construisons au quotidien en compagnie de celles et ceux avec qui nous sommes en affinité. A ceux qui croient que nous, les antiautoritaires, suivons à la lettre les postulats de

quelque compagnon "renommé", je dis qu'ils n'ont rien compris. Si tout au long de l'histoire de la lutte contre l'autorité de très nombreux compagnons et compagnones de valeur ont apporté (et apportent) de grandes contributions, cela ne veut pas dire que nous vouons aucun culte à quiconque.

Cher-es compagnon-nes, j'aimerais beaucoup vous adresser des mots en davantage d'occasions, mais vu les contraintes dans lesquelles je me trouve, je ne suis pas sûre de pouvoir communiquer de nouveau de cette manière. D'ici quelques mois aura lieu le procès à notre rencontre, je tenterai à ce moment de rester à la hauteur des circonstances, jamais je ne baisserai la tête. J'envoie une accolade fraternelle à celles et ceux qui se sont solidarisés avec nous, chaque geste solidaire illumine les ombres de ces murs froids. Aux prisonniers politiques subversifs dans les geôles de l'Etat chilien : vous êtes toujours présents dans mes pensées, même loin, je suis avec vous. Et à vous, frères et sœurs librement choisis, bientôt nos regards se croiseront à nouveau.

Main ouverte pour le compagnon,
poing serré contre l'ennemi !

Mort à l'Etat et vive l'anarchie !!

Mónica Caballero Sepúlveda
Septembre 2014

Quelques mots de Mónica Caballero depuis la prison de Brieva

Les dates qui viennent s'approchent chargées de sentiments intenses. D'un côté, ce sera l'anniversaire de l'irréparable perte de Sebastián en décembre, et maintenant, en novembre, un an a passé depuis mon arrestation. Je me souviens du moment où ils m'ont appris le décès de Sebastián, ça a été comme une douche froide (une mauvaise compagne lors des froides nuits madrilènes). La perte de n'importe quel compagnon-ne est toujours un événement horrible, et je peux aujourd'hui revoir ce fait et me sentir fière d'avoir eu un compagnon aussi digne.

Se souvenir de nos frères et de nos sœurs est un exercice nécessaire pour nous, qui construisons une réalité différente. Si nous ne le faisons pas, il ne resterait que de nombreuses fiches policières et des reportages de ces charognards de journalistes. La chute d'un-e anti-autoritaire dans cette guerre contre l'ordre établi ne peut pas être qu'un moment de tristesse. Il nous appelle aussi à suivre son exemple et, dans mon cas, c'est une immense joie que je ressens en me souvenant de qui a refusé de se soumettre et est parti à l'assaut du ciel.

Même s'il peut sembler qu'on se répète, Angry vit dans notre mémoire. Les distances nous séparent, le sentiment nous réunit.

Je profite de ce moment, lors duquel les souvenirs mêmeuvent, pour faire une brève analyse de ma situation. Commençons par un retour sur ce qui a conduit à ma détention.

Le 13 novembre 2013, la police m'a arrêtée avec mon compagnon et trois autres personnes. Ils nous accusent d'avoir placé l'engin explosif qui a détonné en octobre 2013 dans la Basilique du Pilar à Saragosse, de conspiration en vue de commettre un second attentat, qui selon eux aurait dû avoir lieu dans le monastère de la vierge de Montserrat, à Barcelone, et d'appartenance à bande armée. Tout cela est inclus dans la loi antiterroriste. L'organisation à laquelle on nous accuse d'appartenir est le commando insurrectionnel Mateo Morral, groupe qui s'est attribué deux actions à l'explosif: l'une dans la cathédrale de l'Almudena (Madrid), et celle du Pilar (Saragosse). Bizarrement, l'accusation inclut aussi l'appartenance à la FAI-FRI et aux GAC (groupes anarchistes coordonnés), alors que les revendications de ces explosions ne mentionnent à aucun

moment ces sigles.

L'une des motivations les plus décisives dans les actions des appareils répressifs espagnols a été les informations fournies par leurs pairs chiliens.

Depuis que nous avons mis le pied sur le sol Ibérique (Francisco et moi), la police chilienne a fait tout son possible pour se venger du ridicule qu'est devenu le « caso bombas », lors duquel nous avons tous deux été absous. Les mots de

Sebastián Piñera, qui était président du Chili au moment de notre arrestation, adressés au Ministre de l'Intérieur espagnol confirment ce que je dis.

L'accusation à laquelle Francisco et moi devons faire face va au-delà de savoir si nous sommes les auteurs matériels des faits. Bien que les appareils judiciaires ne le reconnaîtront jamais, l'accusation est totalement politique, puisque la seule certitude qu'ils ont est que nous sommes anarchistes. Je n'ai jamais renié les idées que je propage, et c'est ce qu'ils veulent punir.



Je ne baiserais pas leur croix de repentance, j'avance tranquille d'avoir la certitude du fait que je lutte pour les idéaux les plus nobles, et qu'ils n'en finiront pas avec les idées et les pratiques anti-autoritaires.

En armant notre chemin, sans transiger ni négocier. Nous n'arrêterons pas avant d'en avoir fini avec toutes les cages. Mort à l'État, et vive l'anarchie !

Quelques mots de Mónica Caballero du Centre Pénitentiaire de Brieva

Si je pouvais choisir une autre vie, je n'en changerais pour rien au monde.

Je me rappelle parfaitement le sentiment qui m'envahirait lorsque j'ai commencé à remettre en question l'autorité, je me rappelle les nombreuses contradictions et interrogations. En partant à la découverte d'idées, j'ai rencontré beaucoup de personnes qui faisaient des idées des pratiques concrètes dans leurs bibliothèques, publications, athénées, etc ..., ainsi que dans leur vie quotidienne... vivre les idées ici et maintenant. Il n'a pas fallu longtemps pour que je veuille en faire de même.

Je me rappelle l'angoisse que j'ai ressentie en apprenant que des compagnon-n-es étaient emprisonné-e-s pour mettre en pratique les idées de liberté ; frères et sœurs d'idées aux quatre coins du monde dans la gueule de la bête panoptique. Ce sentiment d'angoisse n'a jamais changé, mais il s'accompagne du geste solidaire.

Nous sommes beaucoup d'anarchistes à nous trouver de l'autre côté du grand mur et la liste s'est encore allongée ce mardi 16 décembre.

Les tentacules du Pouvoir sont tombées sur des espaces anarchistes,

des athénées libertaires, des squats et les domiciles de plusieurs acrates de Catalogne et de Madrid. La chasse a mené à la capture de onze compagnon-n-es, dont sept sont resté-e-s en prison, accusé-e-s d'appartenance à une bande armée à caractère terroriste. Ce n'est pas du tout un hasard si les personnes arrêtées font partie de mes proches, d'ailleurs plus de la moitié d'entre elles me rendent fréquemment visite en prison. Le maillet juridico-policier a puni la solidarité.

Je ne peux me taire face à tant de misère, la vengeance répressive étatique frise le délire. Les médias (porte-voix des dominants) parlent de chefs et de subordonnés, j'insiste pour eux et quiconque aurait quelque doute sur le fait que nous sommes anti-autoritaires ! Personne n'est au-dessus de moi et je ne suis au-dessus de personne !

Les espaces attaqués en Catalogne n'ont pas non plus été choisis arbitrairement, d'une part la Kasa de la Muntanya est un symbole important de l'occupation et ses 25 ans loin de la logique capitaliste ont apporté à de très nombreuses générations de dissidents vis-à-vis de ce système de terreur.

Les athénées libertaires et espaces anarchistes frappés n'ont jamais caché leurs idéaux, offrant un terrain fertile où semer des graines de liberté.

Le prix à payer dans cette lutte pour reprendre nos vies en main est très haut, personne n'a dit que ce serait facile, mais sans aucun doute si je pouvais choisir une autre vie, je n'en changerais pour rien au monde. Dans cette bataille contre la domination, aucune cage, aucun mur ne pourront étouffer nos voix, mais sans vous, compagnon-n-es, elles ne se transformeraient qu'en échos.

Si à un moment, très chère-s

compagnon-n-es incarcéré-es
récemment, vous pouvez lire ces mots, je vous dis que j'ai la certitude que vous resterez intègres et à la hauteur des circonstances comme vous l'avez toujours fait.

Je me rappelle toutes les fois où j'ai lu ou entendu que la solidarité est une arme nécessaire pour les anarchistes. J'espère aujourd'hui que ces souvenirs se feront réalité ... transformer nos idées en action.

Centre Pénitentiaire de Brieva,
décembre 2014



Hallucinations, intimidation et contrôle

Texte du compagnon Francisco Solar à propos des arrestations de l'Opération Pandora

« On nous poursuit ? Et bien, c'est logique qu'on nous poursuive, parce que nous sommes une menace constante contre le système qu'ils représentent. Pour qu'on ne nous poursuive pas, nous devons nous conformer et nous adapter à leurs lois, nous intégrer à leur système, nous bureaucratiser jusqu'à la moelle et être de parfaits traîtres.... Mais, voulons-nous être ainsi ? Non. Alors, notre pratique quotidienne doit se nourrir de notre imagination créatrice, notre force réside dans notre capacité de résistance. Ils pourront nous briser, mais nous ne devons jamais plier devant personne. »

Buenaventura Durruti

Les explications du coup répressif du 16 Décembre sont sans doute nombreuses et très variées, des causes générales et spécifiques peuvent s'entrecroiser pour tisser les filets délirants du pouvoir qui ont mené à l'incarcération de nos ami-es et compagnon-nes. L'une des causes générales a peut être à voir avec l'inauguration et la mise en œuvre de la Loi de Sécurité Citoyenne, connue comme “*Ley Mordaza*”

[*loi bâillon ; NdT*]. Celle-ci, avec le durcissement du code pénal qui rétablit la condamnation à perpétuité, fournit un cadre destiné à exercer un contrôle plus efficace de la part de l'autorité qui se blinde dans sa paranoïa constante. Les peines pour atteinte à l'autorité, pour troubles à l'ordre public et pour désobéissance se durcissent, de même que sont punies les protestations sociales comme celles menées pour le 15M [*Mouvement des Indignés ; NdT*] ou la PAH (Plateforme des Affectés par l'Hypothèque immobilière). Les secteurs progressistes et sociaux-démocrates affirment que par là l'État “laisse moins d'espace de liberté” et qu'on “criminalise la lutte pour les droits”. Comme on le voit, ce tour de vis de l'appareil juridico-repressif attaque le citoyen, c'est-à-dire, ceux qui luttent pour plus et de meilleurs droits, pour plus et une meilleure démocratie, pour obtenir un plus haut niveau de participation dans l'administration de la misère. Liberté et droit, cela sonne de manière contradictoire. En tant qu'anarchistes, nous comprenons qu'en octroyant plus de droits, l'État se renforce et que notre

soumission n'en est que plus grande. Ce n'est pas en étant plus subtile, plus démocratique, que l'oppression cessera d'exister, au contraire, elle se naturalise en se faisant invisible et en ressort renforcée. Nous refusons donc la catégorie de citoyens, nous cherchons inlassablement et obstinément à être des individus libres et nous ne sommes pas disposé-es à mendier plus de maillons à nos chaînes. La lutte pour les droits citoyens n'est pas la nôtre. Il est donc probable que sur ce chemin de durcissement des mécanismes de contrôle, le pouvoir ait voulu frapper les anarchistes dans une claire volonté d'intimidation qui fait savoir à tous les conséquences du fait de prendre position contre lui. Ce n'est pas nouveau. En de nombreuses occasions le pouvoir a "eu recours" aux anarchistes pour expérimenter ses adaptations et modifications légales destinées à se renforcer. Le développement indéniable des protestations de rue l'année dernière à Barcelone, tant en nombre qu'en intensité, peut être une autre cause de l'incarcération de nos amies. La disparition de la peur dans les manifestations est notoire et notable, ce qui implique un refus en pratique des valeurs civiques propres au comportement citoyen. Durant quelques instants, les jeunes prennent le contrôle de leurs vies en rompant avec l'ordre établi et c'est la propagation et l'extension de ces moments fugaces que le pouvoir tente de freiner avec sa stratégie classique ;

répression et prison pour celles et ceux qui revendiquent explicitement et publiquement la Libération Totale.

Le F.I.E.S. en prison et dans la rue

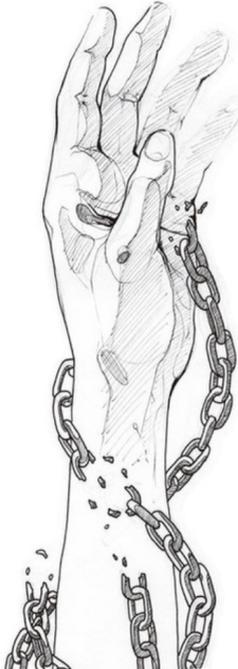
Au delà des causes découlant du cadre général de contrôle comme la création de la loi de Sécurité Citoyenne et le durcissement du code pénal, on se trouve aussi face à la tactique répressive utilisée par différents états-nationaux contre des mouvements anarchistes qui se traduit par des emprisonnements massifs avec des accusations aussi imprécises que celle de terrorisme. Marini, Cervantes (Italie), Caso Bombas (Chili), Ardire (Italie) et cette nouvelle Opération Pandora (Espagne) font partie de la même logique et sont des exemples d'une stratégie qui, plus que s'attacher à déterminer des responsabilités quant à des faits concrets, frappe des espaces anarchistes spécifiques en essayant ainsi d'exercer un contrôle de fer sur l'anarchisme en général. Mesures spéciales de sécurité en prison, filatures et écoutes téléphoniques dehors. Le contrôle est constant et direct et s'élargit à différents et de multiples espaces en utilisant plus de et une meilleure technologie. Que les personnes arrêtées soient ou pas responsables des actions dont on les accuse (ce qui en l'occurrence constitue aussi une énigme), n'intéresse guère le pouvoir, ce n'est pas le propos -cela est évident, entre autres nombreux aspects, de par le manque, voire l'absence des accusations. On cherche à exercer un contrôle direct

à base de baffes permanentes dont l'objectif principal est de provoquer l'inaction et la démobilisation. Si ces coups répressifs entraînent la mise sous enquête et par conséquent la surveillance d'une grande partie du mouvement anarchiste et même de certains secteurs gauchistes, l'application du droit pénal de l'ennemi définie par l'idéologue nazi Carl Schmitt et l'entrée en prison qui en suit ne sont réservées qu'à quelques-un-es ; à celles et ceux qui revendiquent sans ambiguïtés l'affrontement contre le

pouvoir, qui insistent sur l'autonomie et la liberté sans restrictions sans se laisser porter par des mirages citoyens ou d'indépendance nationale, qui utilisent toute leur créativité et leur volonté pour construire des réseaux de soutien et de solidarité avec leurs prisonnier-es. C'est une constante dans tous les assauts du pouvoir dans différents pays, et je pense que l'incarcération de nos compagnon-nes et ami-es ne fait pas exception.

Francisco Solar Domínguez

Du 8 au 10 mars 2016 se tiendra à Madrid le procès contre deux anarchistes, Monica Caballero et Francisco Solar, accusés par l'Etat espagnol d'avoir réalisé en octobre 2013 une attaque incendiaire contre la Basilique Del Pilar de Saragosse, symbole du fascisme religieux, de la soumission et de l'autorité.



L'appel à la solidarité ne se limite pas à une semaine spécifique mais commence dès maintenant et se prolonge jusqu'à la fin du jugement. Ni la distance ni les frontières imposées n'ont été un frein aux diverses preuves de solidarité avec les compagnons Monica et Francisco.

Que la solidarité soit plus qu'une parole écrite !

**LIBERTÉ POUR
MONICA ET
FRANCISCO !**

**LIBERTÉ POUR
TOUTES ET TOUS !**

Face à la répression...tout n'est pas valable

L'Etat a recours à différentes stratégies pour éliminer ses ennemis, y compris celles et ceux qui élèvent la voix pour remettre en question l'ordre établi. Il tente de couper à la racine toute initiative rebelle et compte pour ce faire sur un appareil judiciaire efficace disposant d'un large éventail punitif : celui-ci va des accusations légères qui en général se soldent par des amendes ou des peines avec sursis, à l'utilisation de durs instruments parmi lesquels le joker de la *Loi antiterroriste* perd en nouveauté, cette carte revenant fréquemment sur le tapis. Ayant assumé la prison comme une éventualité dans la lutte contre la domination, nous voyons le contexte actuel comme propice à ce que cette éventualité se rapproche pour de plus en plus de personnes. Nombreuses sont celles qui ne savent pas si elles dormiront demain en cellule et celles qui, comme nous, ignorent pour combien de temps elles y resteront. Lorsqu'on se retrouve face à une machine d'asservissement mue par leurs paranoïas et hallucinations, qui constitue en définitive une des multiples manières d'exercer la domination,

la situation devient parfois confuse. La rapidité avec laquelle les coups répressifs se sont succédés alimente cette confusion, plus encore lorsque les accusations sont extrêmement « imaginatives », le tout accompagné par le côté spectaculaire des médias du Pouvoir. Ceux qui exercent et soutiennent la domination ne comprendront jamais nos formes anti-autoritaires et tentent donc de nous mettre dans le moule de leurs logiques. Comme on a pu le voir, les collectifs, espaces et individualités touchés par la répression sont hétérogènes. Ils présentent des proximités et des différences à l'heure de comprendre l'Etat et sa fonction, ainsi que dans la manière d'affronter les assauts du Pouvoir, la prison et de voir avec qui établir des « alliances ». Face à cela, on entend souvent qu'il est préférable de dépasser ce qui nous sépare et de donner la priorité aux points communs, afin d'affronter avec efficacité les coups du Pouvoir, position qui privilégie de toute évidence l'aspect quantitatif plutôt que la détermination et la volonté, aspects pour nous fondamentaux. Nous

sommes conscient-es de l'importance de s'allier, mais la question est avec qui. L'Histoire a démontré clairement les conséquences néfastes qu'ont signifiées pour les anarchistes des alliances avec des groupes autoritaires et/ou en faveur de la politique institutionnelle, ceux qui pencheront toujours du côté du Pouvoir finissant par écraser toute initiative libertaire. Devrions-nous baisser la tête et abandonner des aspects pour nous indispensables ? En aucun cas.

Le fait de céder sur des aspects éthiques importants a notamment eu pour conséquence d'aller toujours plus à la remorque de mouvements gauchistes, citoyens et démocrates avec lesquels nous n'avons rien à voir ; ils soutiennent le Pouvoir tandis que nous essayons de l'éliminer de nos vies. La confrontation est inévitable, elle est nécessaire pour grandir politiquement. En quoi nous différencions-nous de ceux qui défendent et renforcent le système en place ? Par nos actes et leur cohérence.

Ceci étant dit, si en tant qu'anarchistes nous considérons impraticable toute alliance ou projet commun avec des groupes ou des personnes liés aux institutions, nous pensons de la même manière qu'il est impossible de créer des liens avec celles et ceux qui, face à la répression, optent pour des stratégies que nous ne partageons absolument pas, et que nous ne souhaitons cautionner en aucune manière. Dans une période marquée par la répression, les arrestations

et la prison, nos convictions et leur cohérence sont en jeu et sont inévitablement en tension, mais tout n'est pas valable pour éviter d'aller en taule, ni même pour en sortir. Nous pensons que certaines options brisent notre dignité et enterrent en définitive ce que nous sommes et les idées que nous défendons. La demande de grâce est une de ces options (1).

En tant que prisonnier-e-s anarchistes, nous affirmons que nous ne participons et ne participerons pas à des mobilisations ou manifestations anti-répressives avec ceux qui décident de suivre la stratégie de la grâce (partielle ou pas). Nous ne voulons pas être à leurs côtés de par la divergence insurmontable que nous avons mentionnée, nous ne voulons pas être complices par omission d'une stratégie qui représente pour nous un point d'inflexion déterminant. Et si finalement les conséquences de nos convictions conduisent à ce qu'ils enferment nos corps pendant plus d'années, nous poursuivrons de l'avant la tête haute et avec dignité.

Nous ne voulons pas le pardon de l'Etat, nous ne désirons que sa destruction.

Mónica Caballero et Francisco Solar
Juin 2015

NdT:

(1) Huit des dix-neuf personnes accusées d'«association illicite contre les institutions» suite au blocage du

Parlement de Catalogne en juin 2011 par le mouvement des Indignés, ont été condamnées à 3 ans de prison ferme. Alors que l'*Audiencia Nacional* les avait acquittées en juillet 2014, le Tribunal Suprême a annulé ce verdict en mars 2015 suite à un recours du procureur, prononçant une peine de trois ans de prison contre huit d'entre elles, applicable à partir de mai. Ces dernières ont immédiatement effectué une demande de grâce partielle auprès du Ministère de la Justice. Le 18 juin 2015, l'*Audiencia Nacional* a décidé de suspendre leur entrée en prison jusqu'au résultat de l'examen de cette demande. Mais qu'on ne pense pas que ce dangereux précédent de demander une grâce à l'Etat [*indulto*] pour éviter la prison ou réduire sa peine soit le seul fait des

Indignés.
L'année dernière, l'anarchiste Tamar Hernández Heras, condamnée à huit ans de prison en septembre 2011 pour «tentative d'homicide» contre l'ex-responsable de l'administration pénitentiaire de Catalogne, suite à l'envoi en octobre 2009 d'un colis piégé (désactivé avant explosion) à son domicile professionnel, avait demandé une grâce (suspensive) au Pouvoir dès sa condamnation. Le 15 mars 2014, son nom figurait ainsi au Bulletin Officiel de l'Etat

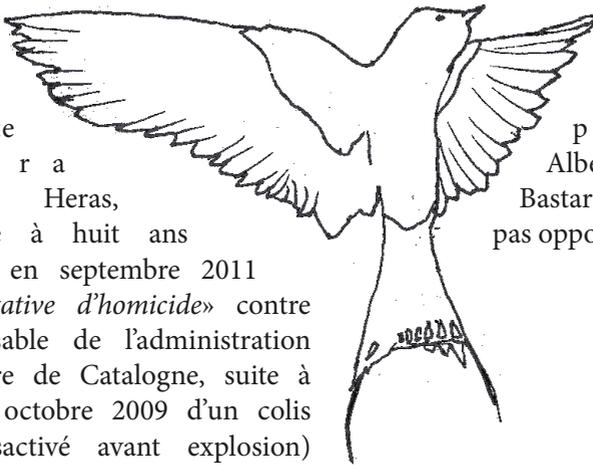
espagnol parmi la douzaine de grâces proposées par le Conseil des Ministres et accordées par le Roi Juan Carlos, réduisant sa peine de huit à deux ans de prison et lui permettant de sortir quatre mois après son entrée en taule. Le conseil des ministres l'a justifiée au nom du fait qu'entre le moment de l'attaque (2009) et aujourd'hui (2014), elle a démontré sa «bonne réinsertion dans la société», qu'elle mène désormais une «vie personnelle, familiale [elle a fait un môme entre-temps] et de travail complètement normalisée», qu'elle «ne fait plus partie de la Cruz Negra Anarquista» et de son absence d'antécédents pénaux. En outre, le procureur d'Etat avait appuyé sa demande de grâce et, condition nécessaire pour obtenir le pardon du Roi, la «victime», le bourreau-en-

chef ex-responsable de

l'Administration pénitentiaire

Albert Batlle

Bastardas, ne s'y était pas opposé...



Texte de Francisco sur la prolongation de la prison préventive

Mardi 27 d'octobre [2015], nous avons assisté à la séance plénière où était débattue la demande de prolongation de notre préventive émise par le Parquet. Cette séance a eu lieu dans les nouvelles installations de l'Audiencia Nacional caractérisées par leur technologie de pointe, leur propreté immaculée et un certain air de solennité. C'était apparemment leur premier jour de fonctionnement, c'est-à-dire que nous inaugurons ces annexes judiciaires ce qui s'est accompagné d'une série de problèmes techniques ridiculisant tant de prétention technologique.

Assis face aux juges, à la photographie du roi et au drapeau espagnol, nous écoutions l'exposé de la procureure quand nous avons eu une grande surprise ; aux faits pour lesquels nous étions mis en examen depuis deux ans venait s'en ajouter un autre : tentative d'assassinat à modalité terroriste(1). Du fait de la personne qui a été légèrement blessée à une oreille à cause de l'explosion dans la Basilique du Pilar. Evidemment cela répond à une stratégie du Parquet pour garantir notre maintien en détention deux ans de plus, ainsi que pour donner plus de poids juridique et médiatique à

l'accusation.

Une autre "surprise" a été de comprendre que les juges composant la salle, faisant fi de leur vénérée légalité, ont effectué des tâches d'instruction de l'affaire en émettant des commissions rogatoires auprès d'un tribunal de Saragosse, activité qui ne relève pas de leur compétence. Ainsi, la décision de prolonger la prison préventive était prise par avance. Restent maintenant à venir les réquisitions du procureur quant au nombre d'années qu'ils veulent nous enfermer, puis ce sera le procès. Le fond inquisitorial de l'Etat Espagnol est manifeste, comme nous avons pu l'apprécier lors de cette séance. L'héritage de Torquemada scellé par le sang et le feu est encore en vigueur dans l'action punitive de la société démocratique abêtie par le mirage citoyen suppliant pour le renforcement de l'Etat et de ses Droits. Le renoncement à des idées et des pratiques, de même que le clair intérêt que porte l'Etat Espagnol au repentir et à la demande de clémence, sont des expressions de cette tradition qui cherche à anéantir la volonté de lutte de ses ennemis ; cela représente en définitive une manière perverse et subtile d'éliminer toute tentative de

dissidence et d'affrontement.

L'enfermement dans des modules d'isolement est, à mon avis, une autre expression inquisitoriale en ce qu'il correspond à une stratégie du pouvoir liée à la tentative de briser des personnalités, d'anéantir des convictions et des identités. On isole les individus dans des cellules à l'intérieur des cellules dans le but qu'ils rompent avec leurs espaces affines et finalement nient les idées qui les ont mené-e-s en prison. La perte de contact crée des couches de silence mélangées avec la multiplicité d'interprétations qui vont s'accumulant les unes après les autres et provoquent replis sur soi et confusions dans l'individu isolé-e qui essaie de se faire une image de telle ou telle situation dans la solitude de quatre murs qui, c'est certain, sont de très mauvais conseillers.

Les dernières arrestations confirment sans aucun doute que l'Etat prétend anéantir l'anarchisme rapidement et efficacement. Je ne crois pas que cette affirmation soit exagérée ; nous sommes plus de 40 personnes mises en examen sous des charges de terrorisme au cours de quatre opérations policières différentes, cette répression n'ayant manifestement aucun rapport avec le niveau de conflictualité existant. C'est indéniable et il suffit de regarder les mandats de prison pour le confirmer. Par conséquent, ce que nous vivons est une tentative claire de la part du Pouvoir de balayer et d'en finir avec la dissidence qui ne rentre pas dans le cadre -et est contraire- aux moules

citoyens. Ou on accepte les règles du jeu démocratique et on mène une pratique politique dans les cadres institutionnels ou on atterrit en taule. C'est aussi clair que ça. Conversion ou anéantissement. Torquemada se promène encore dans les couloirs où se forge l'infamie.

La maire de Madrid, Manuela Carmena, a dit il y a quelques mois une phrase révélatrice dans ce sens : *“Ce qui est bien, c'est que des jeunes qui avant avaient une pratique politique en dehors et à la marge des institutions, misent aujourd'hui sur celles-ci”*. Je pense que les arrestations massives d'anarchistes sont étroitement liées à l'essor du caractère institutionnel citoyen, ce sont les deux faces de la même monnaie, le gentil et le méchant flic, la brutalité et la subtilité démocratique du Pouvoir qui se complètent pour en finir avec celles et ceux qui tentent de reprendre leur vie en main. Face à ce panorama complexe et adverse, je pense qu'il est nécessaire d'être conscients de cette tentative d'anéantissement et des différentes formes qu'elle prend pour y faire face de manière radicale, sans tomber dans des mirages citoyens et démocratiques, y compris quand la prison est déjà une réalité pour beaucoup. Ce positionnement n'a rien à voir avec des postures de martyr ou héroïques, il s'agit seulement de comprendre la prison comme faisant partie de la lutte, où rien ne se termine et où tout continue. Je pense indispensable de maintenir et d'affûter des discours et des pratiques

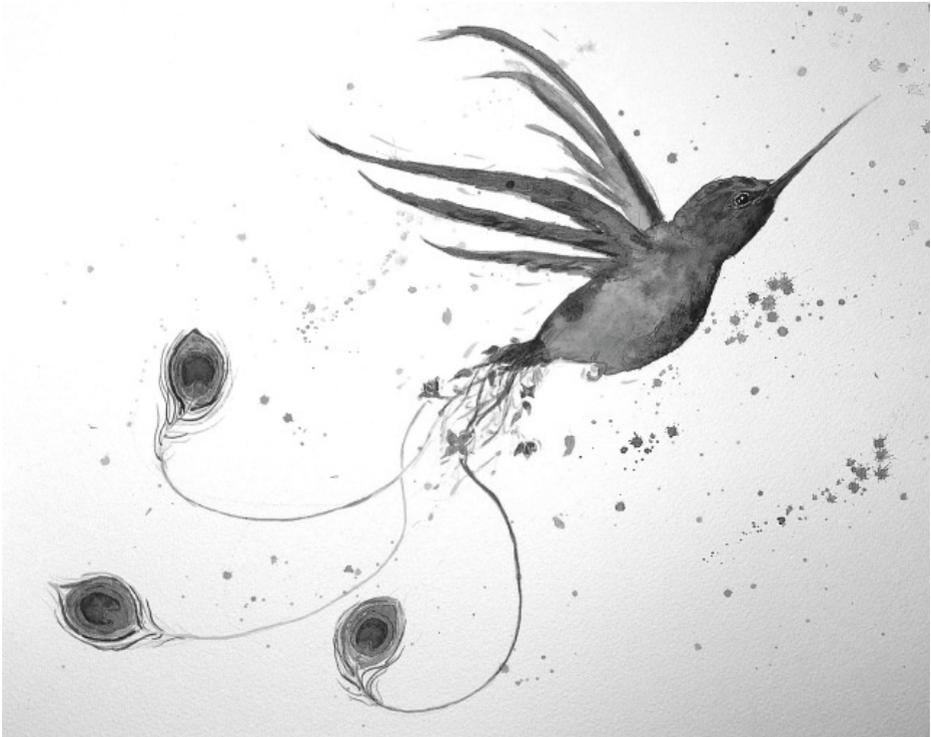
antagoniques, tout comme de briser la passivité et l'inaction pour miser sur un affrontement réel contre le Pouvoir. Les portes qui s'ouvrent avec leurs droits sociaux ne visent qu'à générer et à accroître la servitude volontaire, c'est-à-dire, à ce que nous soyons nos propres flics, incapables d'opposer aucune résistance. Dans cette réalité où l'Etat est omniprésent, pratiquement atmosphérique, il est impossible de fuir et de mener une vie loin de ses tentacules, ce qui rend donc l'affrontement inévitable. Ainsi, le questionnement individuel s'avère, avec la négation et la confrontation avec l'existant, indispensable dans

la lutte pour la libération totale. L'autonomie individuelle mue par nos propres capacités et passions est le substrat de notre auto-construction dans la quête et dans la pratique de la liberté sans compromis.

Francisco Solar
Automne 2015

Note:

(1) Finalement la charge de "tentative d'assassinat terroriste" n'a été utilisée que comme prétexte pour obtenir la prolongation de prison préventive et n'a pas été formellement imputée aux compagnon-e-s.



A propos des « modules de respect maximun » en vigueur dans les prisons espagnoles

Les moyens de contrôle à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons sont toujours plus subtils et efficaces. Pourquoi installer des caméras de vidéo-surveillance, pourquoi employer plus de matons et de flics, si beaucoup font le travail gratuitement ? Bénéficiant d'une forte adhésion citoyenne, ils sont là pour maintenir l'ordre actuel en vigueur, ils sont partout : ton voisin de la maison ou de la cellule à coté peut être le possible délateur.

Parmi les moyens de contrôle dans les taules, les modules de respect (m-R) ont été lancés comme une initiative expérimentale dans la prison de León, puis le modèle s'est étendu à la grande majorité des prisons espagnoles. L'idée de base de ces modules est que les prisonniers participent eux-mêmes à la gestion et à la maintenance de l'endroit, de ses activités, etc. afin de créer une sensation d'indépendance et d'appartenance à cet espace. Dans l'idéal, on vise à ce que tous les détenus génèrent des dynamiques et des formes de contraintes contre eux-mêmes et les autres. En plus de récompenser les

bonnes conduites, les matons ne sont censés agir dans ce dispositif que dans les cas extrêmes ou exceptionnels. L'ex-directrice de l'Administration Pénitentiaire, Mercedes Gallizo, faisait allusion à ce type de modules de la manière suivante : *“Le simple fait de parvenir à une vie en commun normalisée avec des règles de base acceptées par tous constitue un changement fondamental pour de nombreuses personnes. Cela les aide à perdre la peur de la prison et de leurs camarades. C'est une première étape pour diminuer leur hostilité envers la peur [et en passant envers l'Institution], pour transformer cette peur, ce manque de confiance et cette agressivité, en normalité et en coopération.”*

L'exercice de l'autorité est donc pris en charge en premier lieu par les prisonniers eux-mêmes, dans un “commun accord” quant aux bases pour normaliser et coopérer. C'est l'institution carcérale elle-même qui fixe et stimule la création des rôles et des comportements avec des méthodes subtiles et/ou sur la base du chantage. Il est indéniable que beaucoup ont

peur en entrant en prison, mais les m-R en profitent et s'en alimentent. Il est par exemple implicite que si tu ne respectes pas les normes des m-R, on te mettra dans un module normal, et cela peut constituer une menace parfois très efficace. Ces modules comportent différents types de stimuli et/ou de récompenses, pouvant aller de rapports favorables et jusqu'à davantage d'heures de parloirs (intimes ou familiaux), avec de l'autre côté de la balance plus de manières de punir le non-respect des normes.

L'entrée dans ce type de modules est supposée se faire sur la base du volontariat. Lorsque tu arrives, tu t'engages en signant une sorte de contrat stipulant notamment que tu adopteras une bonne conduite, que tu respecteras les normes et que tu résoudras les problèmes en passant par des canaux préétablis. N'importe quelle journée dans un m-R commence alors par une assemblée dirigée par un membre quelconque de l'équipe technique (éducateur, travailleur social et psychologue). Tous les prisonniers doivent y assister, et quelques fois un maton y participe. L'assemblée a pour fonction de résoudre les problèmes quotidiens, c'est le moment idéal pour les balances et pour que l'équipe technique livre un discours pathétique de réinsertion sociale. Quelques-unes des tâches du module sont les activités programmées ou le ménage. Les premières sont gérées par des prisonniers qui t'obligent à y assister, pour la seconde (ménage)



les prisonniers se divisent en petits groupes dirigés par un prisonnier-référent, et c'est ce référent qui dirige les travaux et dans certains cas fait office de porte-parole. Un autre rouage important dans le fonctionnement de ce genre de modules, ce sont les prisonniers médiateurs qui doivent intervenir dans les conflits ou les bagarres entre détenus pour les résoudre ou, s'ils n'y arrivent pas, prévenir les matons.

Comme on peut s'y attendre, ces pratiques provoquent une perte de la capacité à résoudre soi-même les problèmes. En taule, tu as un médiateur ou un maton, tout comme dans la rue il y a des flics et des juges.

Mónica Caballero

Sur le procès de Mónica et Francisco

Mercredi 3 février a été fixée la date de procès des anarchistes Mónica Caballero et Francisco Solar, qui devront affronter des réquisitions du procureur s'élevant à 44 ans de prison [pour chacun-e d'entre eux] pour « *appartenance à une organisation terroriste, massacres, blessures et conspiration* ». Le procès aura lieu au siège de l'Audiencia Nacional de San Fernando de Henares les 8, 9 et 10 mars et ils seront transféré-e-s vers des prisons madrilènes dans les jours qui viennent.

Presque six ans après la construction du dit « Caso Bombas » par l'Etat chilien, pour lequel ils ont tou-te-s deux été incarcéré-e-s, jugé-e-s, condamné-e-s puis finalement relaxé-e-s, et plus de deux ans après leur arrestation dans l'Etat espagnol, Mónica et Francisco vont à nouveau se retrouver dans un tribunal, face à des juges et des procureurs. Le processus légal contre les compagnon-ne-s a mis en évidence le travail de gestion commun des Etats chilien et espagnol en matière d'antiterrorisme, accompagné de l'habituel lynchage médiatique caractéristique de ce genre d'affaires. Celle-ci a aussi été le fer de lance de l'actuel contexte répressif lancé

contre les luttes, puisqu'il s'est agi de la première d'une série d'opérations antiterroristes préparées par l'Etat contre des anarchistes et des antiautoritaires ces dernières années et qui ont mené à la mise en examen une quarantaine de personnes pour terrorisme.

Face aux brutales attaques de l'Etat et à ses différentes manières d'isoler, d'intimider ou de poursuivre les luttes avec celles et ceux qui y participent, nous, anarchistes et personnes en lutte, avons la capacité d'aiguiser nos mots et nos pratiques en remettant en question leurs modèles citoyens, en trouvant notre propre abécédaire pour dépasser le langage de l'ennemi et en défendant nos luttes et nos liens tout en évitant de tomber dans des postures victimistes pour aller au-delà de la logique innocentiste et/ou culpabilisatrice. C'est en partant de là que Mónica et Francisco ont affronté l'enfermement et c'est de cette manière que nous impulsions la solidarité.

Dans la négation de l'autorité et de sa légitimité créée pour nous juger, dans la réaffirmation des idées, des pratiques et des complicités rebelles, pour l'agitation constante et la solidarité combattive.

Toujours avec celles et ceux qui luttent.

Force, [Solidarité] et Liberté pour Mónica et Francisco, ainsi que toutes les personnes en lutte emprisonnées et poursuivies !

Liberté pour toutes et tous !

A bas tous les murs !

Barcelone, Février 2016



LA SOLIDARITÉ EN ACTE : CHRONOLOGIE

Dans les pages qui suivent figure une chronologie non-exhaustive d'actions explicitement en solidarité avec Monica et Francisco, depuis fin décembre 2013 jusqu'à aujourd'hui (à l'exclusion donc de celles qui figurent déjà dans la chronologie présente dans la brochure précédente intitulée «Jusqu'à détruire la dernière des cages»). Non-exhaustive parce que nous ne reportons ici que les actions qui sont revendiquées en solidarité exclusivement avec Monica et Francisco (sauf rares exceptions, que nous avons mentionnées). Les actions qui ne répondent pas à ce critère n'en sont pas moins multiples, aux cibles et aux moyens variés, continues, et ont lieu dans une large partie du globe. Aussi, bien qu'ils n'aient pas leur place dans la chronologie qui suit, nous ne minimisons pas pour autant et n'oublions pas l'importance et l'intérêt des différents rassemblements, des soirées de soutien, des discussions publiques, des semaines d'agitation et de propagande et des autres initiatives publiques qui ont eu lieu depuis l'incarcération de Monica et Francisco.

Athènes (Grèce) :

Suite à un double incendie contre des intérêts d'Aube Dorée, dans une revendication on lisait ceci :

« A l'aube du 27 décembre 2013, nous avons placé deux engins incendiaires de basse intensité dans deux magasins de la chaîne «Boulangeries Christou» (au croisement des rues Ippocratous et Via Voulgaroktonou, et des rues Acharnon et Olympias). Cette chaîne de boulangeries appartient à la femme du député d'Aube Dorée, Germenis, et à sa famille. Elle-même est un responsable important de la branche féminine du parti Aube Dorée, crachant sur le passé syndicaliste de son père.

Prenons pour cible toutes les «infrastructures» qui fournissent des fonds à l'organisation nazie Aube Dorée, toute entreprise-business qui leur appartient.

Salutations incendiaires à tous les combattants incarcérés.

Solidarité avec nos frères Monica Caballero et Francisco Solar, incarcérés par l'Etat espagnol suite à des actions incendiaires. »

Paris :

Le matin du 18 mars 2014, 143 ans jour pour jour après l'insurrection de la Commune de Paris, à l'entrée de la basilique du Sacré-Coeur (construite à l'endroit même où le soulèvement éclata) on pouvait lire les tags suivants: «Vive l'insurrection» ,»Ni Dieu ni maître ni Etat» , «A bas toute autorité»,»Feu aux chapelles», «Allez debout, les grand chasseurs d'étoiles», «A bas Dieu», accompagné d'un «Solidarité avec Monica et Francisco».

Barcelone (Espagne) :

Les 12 et 13 mai 2014 deux caméras ont été sabotées avec des marteaux aux stations de métro de Nou Barris et de Sant Andreu, et deux autres ont été bombardées de peinture à Gràcia et à Sant Antoni.

Quito (Equateur) :

Au petit matin du 29 août 2014, l'ambassade d'Espagne s'est pris de la peinture.

Grenade (Espagne) :

La nuit du 16 janvier 2015, plusieurs distributeurs de billets de différentes agences bancaires (BBVA, Banco Popular, La Caixa y BMN) ont été détruit. Des

tags ont aussi été faits en soutien avec les anarchistes emprisonnés et toutes les personnes privées de liberté.

Dans la revendication on lisait ceci:

«Nous ne parlerons pas non plus de la culpabilité ou de l'innocence de nos sœurs emprisonnées. Nous, les anarchistes méprisons leurs lois et leur justice. Nous sommes ennemies de l'État et du Capital. Nous luttons contre toute forme de Domination, pour la récupération de nos vies. Par conséquent, notre lutte est aussi Contre la Démocratie et ses mécanismes d'aliénation et de répression. Contre la police, contre le travail salarié, la banque et l'argent, contre la culture et les loisirs imposés, contre les prisons et les hôpitaux psychiatriques, contre les villes et leur technocratie, contre le vide que suppose cette forme de vie.»

Madrid (Espagne) :

Dans la nuit du 16 janvier 2015, 16 distributeurs de billets ont été sabotés, en réponse à l'appel à la solidarité avec les inculpés de l'opération Pandora et en solidarité avec Monica et Francisco.

Banlieue de Barcelone (Espagne) :

A l'aube du 30 janvier 2015, les distributeurs et les vitres de neuf agences de la banque Santander ont été sabotés: «Nous avons choisi la banque Santander parce que c'est elle qui a le monopole de l'encaissement des mandats dans les prisons de l'Etat espagnol, brassant chaque année près de 100 millions d'euros, selon les chiffres officiels. Elle spéculé et s'enrichit avec cette énorme quantité d'argent, fruit de la souffrance et de l'enfermement de milliers de personnes.»

Madrid(Espagne) :

Début février 2015, 113 distributeurs de billets ont été rendus inutilisables, voici un extrait de la revendication:

«Avec cette action nous avons essayé de rompre, ne serait-ce que pour un instant, le flux de l'argent, le consumérisme normal de cette société lobotomisée et automate. Tandis que les puissants continuent à profiter de leurs vies de luxe et de privilège, d'où ils dirigent la prison à ciel ouvert dans laquelle nous vivons, nous, nous sommes constamment surveillés par les caméras, les portables, les réseaux sociaux chaque pas que nous faisons est enregistré, gravé, emmagasiné sur la rétine de l'œil qui voit tout, surveillant en quête de suspects, de rebelles, d'immigrés, de pauvres, de toute personne pouvant représenter une menace pour leur statu quo, leur sont réservées la misère, la souffrance, les grilles et la

mort.

Mais nous ne leur rendrons pas la tâche facile, car tandis qu'ils serrent la corde autour du cou, nous apprenons quant à nous à défaire les nœuds, encore et encore, jusqu'à ce que tombe le dernier des murs, jusqu'à ce que tombe le dernier de ces assassins suceurs de sang, jusqu'à ce que, les uns après les autres, ils disparaissent de la face du monde et qu'il n'y ait plus trace d'exploitation, de misère et de domination, jusqu'à ce que nous soyons toutes et tous libres, la lutte est le seul chemin.»

Montevideo (Uruguay) :

A l'aube du 3 février 2015 une attaque incendiaire a eu lieu contre le bureau du Partido Popular d'Espagne à Montevideo.

Besançon :

Courant mai 2015, les véhicules suivants ont eu leurs pneus crevés : «un véhicule de location 'Hertz', une voiture siglée de l'agence immobilière 'Foncia', un véhicule de la société APRR, qui fait partie du groupe EIFFAGE, une trentaine de vélos à J-C Decaux (outre le fait d'être un bon contributeur à l'embourgeoisement des quartiers où il implante les parcs à vélos, son rôle d'exploiteur de prisonniers pour lequel l'entreprise se vante publiquement est désormais largement connu), le parc automobile du Conseil Départemental du Doubs (plus d'une dizaine de véhicules en tout : voitures et camionnettes), une pelleteuse du chantier d'EIFFAGE (constructeur de prisons) qui construit un gigantesque complexe de logements de luxe et un centre commercial en plein coeur du centre-ville s'est fait détruire son réservoir.»

En plus de leur solidarité avec Monica et Francisco, les auteurs ont manifesté leur «Soutien aux émeutiers des quartiers bisontins qui sont entre les mains de l'ennemi ! »

Paris :

Au petit matin du 27 mai 2015, près de Télégraphe, une camionnette de J.C-Decaux a été incendiée. «Ils s'enrichissent avec l'embourgeoisement des villes et l'exploitation des taulards» lit-on dans la revendication, dans laquelle les auteurs expriment également leur solidarité avec les compagnons emprisonnés de l'opération Piñata et avec Monica et Francisco.

SOLIDARIDAD ACTIVA
Y COMBATIVA CON
MÓNICA, FRANCISCO
Y CON LXS PRESXS DE
LA "OPERACION PANDORA"
A LA CALLE!!

SOMMAIRE

- Appel à la solidarité insurrectionnelle avec les compagnons anarchistes Monica Caballero et Francisco Solar p.3
- Que la solidarité soit plus que des mots p.4

-Lettre de Mónica et Francisco suite à la semaine de solidarité avec eux p.6

-Amour divin et amour anarchiste p.7

-Odium fidei, sur le rôle de l'Eglise et la nécessité de s'en prendre à elle p.9

-Réflexions autour de l'anarchisme p.13

-Lettre de Mónica depuis la prison d'Avila p.15

-Quelques mots de Mónica Caballero depuis la prison de Brieva p.17

-Quelques mots de Mónica Caballero du Centre Pénitentiaire de Brieva p.19

-Hallucinations, intimidation et contrôle p.21

-Face à la répression ... tout n'est pas valable p.24

-Texte de Francisco sur la prolongation de la prison préventive p.27

-A propos des « modules de respect maximum » en vigueur dans les prisons espagnoles p.30

-Sur le procès de Mónica et Francisco p.32

-La solidarité en acte: chronologie p.34

Francisco Solar Domínguez
Centro Penitenciario Villabona-Asturias
Finca Tabladiello s/n
33422 Villabona-Llanera
Asturias (España)

Mónica Caballero Sepúlveda
Centro Penitenciario Villabona-Asturias
Finca Tabladiello s/n
33422 Villabona-Llanera
Asturias (España)